



## Contribution de Jean-Marie POUSSEUR

pousseur.jean@numericable.fr

### Les Territoires : une histoire de géographie ?

Le livre de Martin Vanier, *Demain les territoires*<sup>1</sup>, réitère la question qu'appelait son vigoureux exposé, organisé à l'initiative de *Questions Publiques*. À remettre en cause si fortement notre conception des territoires, ces "traces d'ordres finissants" - leur débordement social et sociétal (l'échec retentissant de la politique des quartiers) et leur épuisement politique (l'échec patent de la énième réforme territoriale) face à la puissance économique des réseaux "qui ont pris le pouvoir... et ce à toutes les échelles" (le capitalisme réticulaire) - comment comprendre la nécessité de maintenir "demain les territoires" ? Et qu'advient-il du local auquel "l'idéologie territoriale" prête tant d'attention ?

Lors de la séance publique, la première réponse fut pour souligner l'incontournable que représente le *local*, cette condition de tout citoyen, "l'endroit où vous avez accès au monde", "le lieu à partir duquel le global prend sens pour vous". Comment l'entendre ?

La rue où j'habite, par exemple, est-elle bien ce lieu à partir duquel Nantes prend sens pour moi ? J'hésite à répondre, car d'autres lieux de ma ville surgissent aussitôt en ma mémoire, qui contribuent autant et plus à me représenter ce qu'est Nantes. Ne faudrait-il pas alors plutôt affirmer l'inverse : ma rue est nantaise à partir de Nantes, comme rue retirée, ou fréquentée, ou proche du centre, etc. C'est du reste ce que va préciser la suite de la réponse : chaque lieu est une "fraction du monde", une "connexion au système", de sorte que le sens de cette condition est conditionné par l'ensemble ouvert auquel il appartient.

Dès l'introduction de son ouvrage, l'auteur a confirmé cette mise en perspective. Tout espace géographique, rappelle-t-il, "est fait de territoires (surfaces), de réseaux (lignes) et de lieux (points)"<sup>2</sup>. L'ordre de présentation, on le voit, respecte la rigueur mathématique. La ligne, on s'en souvient, n'est pas une somme de points, car l'espace étant divisible à l'infini, aucune ligne ne pourrait même commencer à être tracée s'il fallait la constituer de points.

<sup>1</sup> *Demain les territoires. Capitalisme réticulaire et espace politique*, Hermann éd. 2015

<sup>2</sup> *oc. p.21. La thématique est reprise dans le dernier chapitre (p.193)*

Au contraire, c'est de deux lignes que peut naître un point (d'intersection), et la ligne à son tour ne peut être tracée que dans l'espace. Si donc le lieu est bien une condition "ontologique" première de l'existence de chacun, cette condition géographique n'est pas condition du sens. Si sens il y a, il doit être cherché à partir de l'ensemble, du territoire, voire au delà puisque l'espace n'est pas limité à un territoire. En effet qu'est-ce qu'un territoire ? Un territoire est "une construction sociale qui s'instaure dans le durée sur une fraction d'espace géographique" (p.30). Une construction humaine par conséquent, qui dure, mais sur un espace limité. Est-ce là ce à partir de quoi devrait être saisie la réalité d'un sens, quel qu'il soit ?

Or cet enfermement territorial est ce que la critique va prendre en ligne de mire. Au delà des constructions de fait héritées de l'histoire, l'auteur, à partir de la prise en considération de la puissance des réseaux, montre combien toute politique qui voudrait en rester aux modèles hérités du passé va se découvrir inefficace parce que simplement inopérante, tant au plan social et plus largement sociétal (chap. I) qu'en matière de politique territoriale (chap. II). Il n'est jusqu'aux temps des territoires qui n'appellent une nouvelle partition. Car ce que les réseaux font voler en éclat, c'est la dimension indissociable de toute territorialité : ses limites. Et toute la stratégie de l'auteur est d'amener les politiques (aux deux sens du terme) à faire sortir de leurs limites les territoires en les inter-territorialisant. Mais si sortir des limites que voudraient figer les territoires passés est l'impératif de demain, que restera-t-il du territoire sinon cette facticité géographique qui rappelle qu'il faut bien poser pied à terre et vivre quelque part ? Mais la facticité ne fait pas sens.

### **"Il faut ter-ri-to-ria-liser !" <sup>3</sup>**

Il est une autre manière de questionner la thèse exposée par Martin Vanier, c'est de la confronter aux propositions de notre Conseil de Développement, et en particulier à son importante contribution au Plan d'Urbanisme Métropolitain, dont on aura reconnu un intertitre majeur (p.35).

Au premier abord, le Conseil de Développement semble se satisfaire de l'évidence territoriale dont Martin Vanier voudrait libérer les politiques. D'emblée, il s'installe dans "l'aménagement du territoire" (p.3), où doit "se fabriquer du commun", car "il s'agit de vivre et travailler dans un territoire que nous voulons accueillant et porteur d'avenir" (p.5). Même évidence lorsque sont évoqués le "dynamisme du territoire" et son attractivité (p.10-11).

Mais cette évidence est largement apparente et vite bousculée au point que notre Conseil de Développement peut s'honorer de faire partie de ces rares CDD qui pourraient trouver grâce aux yeux de l'auteur pour leur "lecture plus ouverte du territoire" (p.101). Il faut même le reconnaître, les principales données qui alimentent l'argumentation de l'auteur de *Demain les territoires* alimentent le questionnement du Conseil : la nécessaire prise en considération des réseaux, la réalité multi-scalaire des territoires, la proximité questionnée en terme d'accessibilité, la question des temps, jusqu'à cette formulation "des citoyens qui inventent leurs propres territoires" dont le développement (p.20) pourrait passer pour un copié-collé si, au delà de ce consensus, un autre questionnement du local et du territoire ne se faisait jour.

Le local est abordé sous deux biais complémentaires, qui tous deux confirment le renversement suggéré plus haut. Dans l'ordre, c'est d'abord l'exigence de toujours éclairer le local à partir du global : "sans cesse remettre les décisions dans un contexte et une vision globale", avec l'exemple loué des deux niveaux bien distingués de la première ligne de tramway, celui du "débat général" sur la politique des transports et celui des aménagements riverains traités de manière "quasi individuelle" (p.14). Même problématique avec le risque dénoncé du "coup par coup" en matière d'évolution urbaine. C'est ensuite, dans une perspective apparemment opposée, l'évocation du "tissage" par lequel "les fourmis du lieu" réinventent au quotidien et au local les orientations d'aménagement (p.18). Or cette appropriation du global par le local, n'est-ce pas la définition active du territoire, du territoire compris dans l'initiative collective de ceux qui le font devenir ?

---

<sup>3</sup> sic.

Mais la notion de territoire, dans ce cas, doit-elle encore se laisser enfermer dans les limites qui le définissent administrativement? Ou plus généralement dans ses limites ?<sup>4</sup> L'injonction du Conseil de Développement rappelée plus haut n'est en rien un enfermement si bien dénoncé par Martin Vanier, car est aussitôt précisé : "(territorialiser) : approche des politiques publiques qui doivent se fonder sur les spécificités des territoires (bassins de vie) indépendamment des logiques verticales et cloisonnées (limites communales par exemple)". On ne fera pas la métropole avec la somme des communes, mais par "l'innovation territoriale" (p.38), comme celle qu'illustre le conseil intercommunal Mauves/Thouaré/Sainte Luce, qu'une même situation géographique, le long de la Loire et son axe de déplacements, ne suffit pas à rassembler, mais que définit "un territoire de projet" (p.37). Renversement remarquable, où la réalité géographique naturelle/humaine est évidemment présente, puisque le projet la concerne, mais où cette réalité ne devient territoire que par le projet collectif qui s'en empare.

## Repartir du politique

Lorsqu'il en appelle aux "nouvelles dynamiques locales" transgressant les limites communales, le Conseil de Développement ne vise nullement à défaire le territoire Métropolitain, mais au contraire à créer les conditions par lesquelles les citoyens pourront faire leur son projet global, par la contribution active que les dynamiques locales apporteront à sa construction. Dits en termes plus formels, le *territoire de projet* substitue à l'espace le temps et à la résidence la volonté. Ce faisant, il invite à penser le territoire non comme ce dont les politiques devraient si libérer négativement, mais comme ce dont ils doivent s'emparer positivement. Penser le territoire à partir du politique et non l'inverse.

Appelant une "République des réseaux", Martin Vanier ajoute : "étant entendu que la force démocratique du territoire est de permettre de reconnaître et d'instituer une collectivité, celle qui l'habite." (p.22). En quoi une fraction d'espace a-t-elle une capacité d'institution et de reconnaissance ? Cette capacité, n'est-ce pas la politique qui la fait advenir ? Comment ? Il est une forme que promeut l'institution politique, quelle que soit la nature du pouvoir qu'elle incarne, sans laquelle la collectivité ne peut se reconnaître, cette forme, qui en devient en même temps une réalité, c'est l'unité. Qu'elle soit celle d'une assemblée ou d'une commune ou d'une nation, c'est l'unité du représentant, pour employer les termes de Hobbes, qui fait l'unité des représentés. Or si la politique est ce en et par quoi un collectif se donne, mieux se construit son unité, les limites peuvent alors être comprises comme la figure nécessaire que réclame l'unité pour s'instituer et être reconnue.

Or n'est-ce pas là exactement ce qu'avance comme proposition majeure le Conseil de Développement, une appropriation de notre Métropole en sollicitant ces unifications que portent les territoires de projet, de manière à faire de notre métropole non une addition de frontières, mais une unité collective démocratiquement construite. Et s'il faut réclamer en effet une république des réseaux, n'est-ce pas en construisant l'unité où pourront se reconnaître ceux qui les mettent en œuvre ? Il n'est jusqu'au lieu qui préfigure l'unité attendue, car tout lieu, depuis le modeste lieu d'habitation, jusqu'aux lieux complexes comme Nantes ou son ancien Port, est lieu de rassemblement.

Le territoire ? La géographie d'une histoire ?

---

<sup>4</sup> "Les limites du territoire, c'est de devoir toujours en avoir" oc. p. 83